

Décrochage européen :

LES CAUSES ET ÉVENTUELS REMÈDES

Conjoncture



Le Vieux Continent est économiquement à la traîne derrière les États-Unis.

Une fatalité ? L'analyse de Lionel Nesta, co-auteur d'une note publiée par l'Observatoire français des Conjonctures économiques.

À quelques jours des élections européennes que l'on annonce compliquées pour les partis traditionnels, plusieurs rapports alertent sur le décrochage économique du Vieux Continent. Co-auteur d'une note publiée par l'Observatoire français des Conjonctures économiques, Lionel Nesta, professeur des universités à Université Côte d'Azur (GRE-DEG CNRS-UCA), dresse un état des lieux de ce retard européen, explore les causes probables et les remèdes possibles.

On dit que l'Europe est en train de décrocher vis-à-vis des États-Unis. Que cela signifie-t-il ?

Plusieurs rapports publiés ces dernières semaines rendent compte de ce décrochage. Quand on parle de décrochage, on fait surtout référence à l'augmentation de l'écart de niveau de vie entre les États-Unis et l'Europe. Au début des années 2000, le revenu d'un Européen représentait 80 % de celui d'un Américain. Depuis, l'écart de revenus se creuse. Entre 2010 et 2019, il est passé de 77 % à 72 %, pour chuter à 67 % en 2023.

À quoi est dû ce décrochage ?

Il faut y voir la conjonction de plusieurs phénomènes. Les premiers sont conjoncturels. Le confinement sanitaire et la crise énergétique faisant suite au conflit ukrainien expliquent le récent ralentissement. L'exposition de l'économie européenne aux prix du gaz, son inflation induite, l'entrée de la Chine dans la production de biens de capitaux (jusqu'alors fournis par l'Allemagne) sont autant de facteurs qui ont aggravé cet écart. Toutefois, le recul a commencé avant 2020. Il y a donc des raisons plus profondes. Elles tiennent dans le

vieillesse de la population européenne et de son appareil productif.

Qu'entendez-vous par là ?

Chaque année, l'investissement des entreprises en technologies de l'information et de la communication (ordinateurs, serveurs, logiciels et base de données) aux États-Unis s'élève à presque 7 000 € par emploi, contre 2 000 € en Europe. En matière de R&D, l'investissement par emploi est deux fois plus important outre-Atlantique qu'en Europe, et 50 % plus élevé aux États-Unis qu'en France, pourtant réputée fiscalement très avantageuse en matière de recherche. Enfin, les investissements en équipements industriels sont également en deçà de ceux observés aux États-Unis. Et ceci dure depuis plus d'une décennie.

Cela veut-il dire qu'en tout état de cause, ce retard persistera ?

Sans investissement comparable, on doit s'attendre à ce que le capital productif – les machines, les ordinateurs, les équipements industriels – devienne obsolète plus rapidement en Europe. Donc, oui, ce retard devrait persister dans les années qui viennent. Je pense que la faiblesse de l'investissement européen reflète l'absence d'entreprises leader – de locomotive – dans le domaine du numérique. En Europe, nous n'avons pas de Microsoft, pas d'Apple, pas

d'Amazon, ni de Facebook ou de Google.

Vous voulez dire qu'aux États-Unis, ce sont ces GAFAM qui tirent la croissance économique ?

Oui. Tout se passe comme si, aux États-Unis, le secteur des TIC – et les cinq géants américains associés – expliquait le différentiel observé. L'impression d'ensemble est celle d'une numérisation rapide de l'économie, portée par les GAFAM et se diffusant à l'ensemble du tissu productif américain. Le cas européen n'offre certainement pas la même lecture. L'absence d'investissement en TIC induit une numérisation plus lente de l'économie.

Le développement de l'intelligence artificielle représente-t-il une opportunité pour l'Europe ?

Pour l'instant, les savoir-faire sont surtout aux États-Unis et en Chine. L'Europe, pour autant, n'est pas en reste. L'Allemagne est présente grâce à ses grandes entreprises comme Siemens ou encore ses constructeurs automobiles. La France se distingue par la qualité de sa recherche publique en matière d'IA. Ce qui nous manque, c'est, encore une fois, un acteur majeur. OpenAI est une entreprise américaine fondée en 2015 avec, aujourd'hui, environ 2 000 employés. En France, des entreprises comme Mistral AI ou encore LightOn (toutes deux avec plus de 20 employés) sont parvenues à des levées de fonds significatives, collaborent avec des grands groupes de l'IA comme Microsoft, mais restent bien petites en taille. Donc on est dans le coup, mais beaucoup reste à faire.

> Rapport Aghion : <https://www.economie.gouv.fr/cge/commission-ia>

> Rapport Tirole : <https://iep.unibocconi.eu/publications/eu-innovation-policy-how-escape-middle-technology-trap>

Comment inverser la tendance ?

Que peut faire l'Europe pour stopper ce décrochage et inverser la tendance ?

A cela, Lionel Nesta répond qu'« Il faut consolider la place de l'Europe dans l'économie digitale, c'est certain. Cela commencerait par une révision de la loi RGPD (Règlement général sur la protection des données) qui protège le citoyen contre l'usage commercial de données privées. Comme le rapport de la Commission de l'intelligence artificielle, présidée par l'économiste Philippe Aghion et Anne Bouverot, le précise, il faut faciliter l'accès aux données d'entraînement des algorithmes d'IA. Dans cette optique, le rapport préconise un investissement public de 25 milliards sur cinq ans en France. Le rapport OFCE sur le décrochage européen précise que l'effort annuel d'investissement privé pour se hisser au niveau américain est de 60 milliards d'euros pour la France, soit une croissance de presque 20 % de l'investissement privé. Un chiffre inatteignable à court terme. »

EN DEHORS
DU NUMÉRIQUE ?

Automobile

Concernant le secteur automobile, l'Europe doit clarifier sa réglementation en laissant davantage de temps aux constructeurs pour préparer la voiture du futur.

Energie

Dans le domaine de l'énergie, elle doit mettre en place un cadre réglementaire limitant son exposition aux variations de prix du gaz. Les quelques études comparatives montrent que l'Europe est d'ailleurs très innovante en matière d'énergie renouvelable.

Défense

Enfin, on doit réfléchir à une industrie européenne de la défense où la commande publique assurerait les débouchés. En fait, à l'image du rapport récent commandé par l'Union européenne sur le déclassement de l'Europe, il y a une prise de conscience générale du déclassement de son appareil productif. Pour nécessaire qu'elle soit, cette prise de conscience reste une première étape. Il ne tient maintenant qu'aux Européens de s'engager dans des voies qui, ensemble, renouvelleront le projet européen, à la fois sur son mode de gouvernance et ses orientations stratégiques.